

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 27-28 mai 2004

PROJETS DE PROGRAMMES DE PAYS

**Point 3 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2004/3/2
8 mai 2004
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE PROGRAMME DE PAYS – SIERRA LEONE 10333.0 (2005–2007)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (ODD): M. M. Aranda da Silva

Attaché de liaison principal, ODD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RESUME

À l'issue d'une guerre qui a entravé son développement, provoqué des déplacements massifs de population et dévasté les infrastructures, la Sierra Leone se trouve à un stade critique de son développement. Malgré un redressement marqué depuis la fin de la guerre civile, en 2002, la Sierra Leone arrive toujours au dernier rang des 173 pays qui ont été évalués dans le rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 2002. La pauvreté risque d'être encore aggravée par la progression du VIH/SIDA.

Le premier programme de pays de transition qui est présenté ici propose des activités pour 2005–2007. Il se fonde sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2004–2007 et vise à contribuer à la reconstitution nationale des bases d'actifs des communautés et des ménages, à la reprise de la production de produits alimentaires et agricoles, à l'amélioration de la santé et de l'éducation et à la réintégration des jeunes ruraux au chômage. Ce programme de pays vise également à répondre aux grandes questions qui sont apparues lors de l'élaboration du prochain document stratégique de lutte contre la pauvreté (2004–2006), à laquelle le PAM a participé. Les efforts de restructuration du PAM s'inséreront dans une stratégie à deux volets qui sera appliquée avec le Fonds international de développement agricole et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La transition des secours d'urgence au redressement et au développement n'est pas encore achevée, de telle sorte que le programme de pays sera mis en œuvre parallèlement à l'intervention prolongée de secours et de redressement pour la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest, qui apportera selon que de besoin une aide alimentaire aux réfugiés libériens des camps et aux rapatriés sierra-léoniens restants.

L'objectif global du programme de pays pour 2005–2007 est d'améliorer les moyens dont disposent les collectivités et les ménages vulnérables pour couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels de manière durable, tout en remédiant au déséquilibre entre les sexes et aux risques liés au VIH/SIDA. Il s'adresse tout particulièrement aux ménages qui sont dirigés par une femme, aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes touchées par le VIH/SIDA. Il comporte trois activités de développement qui mettent à profit l'expérience acquise dans l'exécution de projets pilotes commencée en 2003–2004 et dans lesquelles la sensibilisation au VIH/SIDA, la prévention, les mesures de lutte et les soins sont pleinement intégrés. Le Gouvernement de la Sierra Leone s'est fixé comme priorité le redressement économique et l'élimination de la faim d'ici à 2007. Le programme de pays est axé sur l'obtention de trois grands résultats:

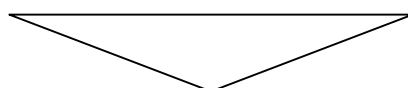
- accès élargi à l'éducation de base et amélioration des taux concernant la fréquentation et la poursuite de la scolarité des enfants, en particulier des filles;
- amélioration de la nutrition et de la santé des groupes vulnérables, dont les personnes atteintes du SIDA; et
- amélioration de l'aptitude des ménages et des collectivités pauvres et souffrant d'insécurité alimentaire à reconstituer, créer et préserver des actifs.



Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM concentre ses activités de développement sur cinq objectifs stratégiques. Le présent programme de pays porte sur trois d'entre eux: i) permettre aux jeunes enfants, aux jeunes adolescentes ainsi qu'aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels particuliers et leurs besoins sanitaires connexes; ii) permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation; et iii) permettre aux familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver. Il porte également sur trois des cinq priorités stratégiques que le PAM a adoptées dans son Plan stratégique (2004–2007), à savoir la priorité stratégique 2: protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs; la priorité stratégique 3: contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables; et la priorité stratégique 4: faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle. Le programme de pays est également conforme à la Politique concernant la problématique hommes-femmes (2003-2007), en particulier aux Engagements renforcés en faveur des femmes qu'elle contient, à savoir I: nutrition, II: éducation et III: création d'actifs.

L'assistance du PAM bénéficiera à 302 000 personnes par an, dont 60 pour cent sont des femmes. Elle portera essentiellement sur les régions de vulnérabilité extrême et de grave insécurité alimentaire où les taux de malnutrition sont élevés, où l'infrastructure sociale et la base d'actifs des ménages ont été compromises par la guerre et où la scolarisation des filles dans l'enseignement primaire est faible et l'abandon important. Il ressort de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (AVC) faite par le PAM en juin 2003 que ces zones sont situées dans les districts de Kambia, de Koinadugu, de Tonkolili, de Kailahun et de Bonthe.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil d'administration approuve le projet de programme de pays pour la Sierra Leone 10333.0 (2005–2007) (WFP/EB.2/2004/3/2), qui nécessitera 34 518 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 20,6 millions de dollars E.-U., soit la totalité des coûts opérationnels directs de base; 4 pour cent des ressources alimentaires seront destinées aux personnes atteintes du VIH/SIDA.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION

1. La Sierra Leone fait partie des pays les moins avancés et a une population de 5 millions d'habitants, dont 65 pour cent vivent dans les régions rurales et travaillent dans l'agriculture. Le pays dispose de ressources minérales, de riches ressources halieutiques marines et de ressources d'eau douce abondantes. Ce pays sort d'un conflit brutal qui a duré dix ans et qui a ravagé l'économie nationale et entraîné de grandes perturbations sociales. Il se situe actuellement au dernier rang du classement établi selon l'indicateur du développement humain¹ dans le monde. La Banque mondiale a évalué le produit intérieur brut par habitant à 140 dollars en 2000, ce qui représente un tiers du niveau de 1970. Les services sociaux de base ont été considérablement réduits. Plus de 20 000 personnes ont été tuées, des milliers ont été mutilés et plus de 2 millions ont été déplacés, dont 500 000 se sont enfuies vers les pays voisins. La guerre a eu de graves répercussions sur les femmes et les filles, qui ont été victimes d'abus physiques et mentaux, d'enlèvements, d'esclavage et de viol, et qui ont considérablement souffert de traumatismes psychosociaux.
2. On dispose de peu de données fiables sur la sécurité alimentaire au niveau national, bien que le PAM et la FAO s'emploient actuellement avec le gouvernement à mettre en place un système national de suivi de la sécurité alimentaire. La plupart des données disponibles proviennent de l'enquête du PAM sur l'ACV² réalisée l'année dernière, qui a montré que les districts les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont Bonthe, Koinadugu et Tonkolili, suivis de Kambia, Pujehon, Kailahun et Kono. Ces régions souffrent en permanence d'un risque élevé de malnutrition chronique, de déficit alimentaire généralisé, d'une utilisation insuffisante des services de santé et d'un manque d'accès à des sources d'eau potable. Dans le passé, l'insécurité alimentaire était passagère, provoquée par des inondations ou d'autres catastrophes naturelles. Mais l'agriculture, la pêche et l'industrie minière ont beaucoup souffert de ce conflit, qui a réduit les recettes nationales. L'insécurité alimentaire, en particulier dans le Nord et l'Est du pays, est une conséquence directe de la guerre civile qui a sévi pendant 11 ans.
3. La situation sanitaire de la population s'est dégradée pendant la guerre civile; l'espérance de vie à la naissance en Sierra Leone est de 38,9 ans. Les progrès réalisés entre 1970 et 1989 dans l'abaissement des taux de mortalité n'ont pas duré. Les estimations semblent indiquer que la mortalité infantile entre 1989 et 2000 est passée de 153 à 170 pour 1 000 naissances vivantes, tandis que la mortalité des enfants de moins de 5 ans est passée de 258 à 286 pour 1 000 naissances vivantes³. La mortalité maternelle est évaluée à 1 800 sur 10 000⁴. Ces taux de mortalité sont parmi les plus élevés dans le monde. La malnutrition est la cause de 46 pour cent des décès d'enfants⁵. Le retard de croissance et le dépérissement des enfants âgés de moins de 5 ans en Sierra Leone sont fortement liés à la

¹ L'indicateur du développement humain ne comprend pas tous les pays dans le monde, notamment quelques-uns parmi les plus pauvres, tels que la Somalie et le Libéria.

² Enquête sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la nutrition en zone rurale et profils de sécurité alimentaire des ménages, ACV/PAM, juin 2003.

³ Étude sur la condition des femmes et des enfants en Sierra Leone. Gouvernement de la Sierra Leone, novembre 2000, désigné sous le nom de MICS 2000.

⁴ Stratégie nationale de redressement, 2003. Le taux de mortalité maternelle est fondé sur les données du MICS-I plutôt qu'un plus large échantillon. On ignore le taux effectif et les causes principales de cette mortalité.

⁵ Sierra Leone: les investissements dans la nutrition au service de la lutte contre la pauvreté, Freetown, 26 avril 2002.



morbidité et à la mauvaise qualité des soins. Selon l'enquête sur les ménages réalisée par le gouvernement en 2000, MICS-II, 27 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent d'une insuffisance pondérale; 34 pour cent souffrent d'un retard de croissance et 10 pour cent de cachexie. L'ACV a montré que 23 pour cent souffraient d'une insuffisance pondérale, 41 pour cent d'un retard de croissance et 5 pour cent de cachexie.

4. L'éclatement des populations et le démembrement des familles provoqués par la guerre civile ont également favorisé la progression du VIH/SIDA. Le taux national de séroprévalence est désormais estimé à 0,9 pour cent par les centres de lutte et de prévention des États-Unis⁶ et à 7 pour cent par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon l'estimation la plus prudente, au moins 45 000 personnes sont atteintes du VIH/SIDA; les femmes âgées de 15 à 24 ans sont les plus durement touchées.
5. Le conflit a également gravement éprouvé le secteur de l'éducation. Selon la stratégie nationale de redressement pour 2002–2003, la structure de l'éducation n'est pas en état d'absorber tous les enfants dans chaque groupe d'âge. Dans le groupe d'âge des 10–14 ans, 500 000 enfants, pour la plupart des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), des réfugiés et des anciens combattants, ont sauté plusieurs années de scolarité, ce qui a eu pour effet d'aggraver l'analphabétisme et d'abaisser les taux bruts de scolarisation dans les écoles primaires. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 31,4 pour cent, mais de seulement 18,2 pour cent pour les femmes contre 45,4 pour cent pour les hommes. Un déséquilibre entre les sexes persiste au niveau de l'éducation primaire: en 2000–2001, le taux de scolarisation était de 59 pour cent pour les garçons et de 41 pour cent pour les filles.
6. Le secteur agricole a été touché par la guerre: bon nombre d'exploitations et de zones rurales ont été abandonnées, des villages ont été incendiés et pillés. Les exploitations abandonnées sont retournées au maquis, les mangroves ont reconquis d'énormes étendues de plaine qui étaient utilisées pour la culture du riz et les cultures arboricoles ont été envahies par la reprise des forêts secondaires. Des installations qui étaient utiles pour la population rurale ont aussi été détruites, par exemple les rizeries, les puits, les entrepôts de riz, les usines de traitement de l'huile de palme et les marchés. La quasi-totalité du bétail a disparu. À mesure que les hommes quittaient les régions rurales, la charge des travaux agricoles s'est alourdie pour les femmes. Pour résoudre ces problèmes, le gouvernement a élaboré une stratégie agricole à moyen terme (2004–2007), dans laquelle le rôle de l'aide alimentaire est reconnu.
7. Le document stratégique de lutte contre la pauvreté, qui est encore en cours d'établissement, répondra aux problèmes immédiats de la transition de la guerre à la paix, principalement par le biais de fonds extérieurs. Voici quelques-unes de ses priorités: i) élargir l'accès des pauvres à la santé, à l'éducation et aux marchés; ii) accélérer le redressement et la croissance économiques en créant un environnement propice au développement du secteur privé; iii) relancer et développer l'agriculture; iv) développer les ressources minérales; v) améliorer l'intermédiation financière; vi) moderniser l'infrastructure; et vii) améliorer la gestion des affaires publiques en rétablissant la décentralisation des pouvoirs publics et la prestation de services. L'appui de la Banque mondiale au secteur de la santé prévoit des investissements substantiels au titre du projet relatif à la reconstruction et au développement du secteur de la santé; le projet de redressement de l'éducation de base financé par la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale fournira un appui au secteur de l'éducation.

⁶ Enquête sur la séroprévalence VIH/SIDA et le facteur de risque des comportements en Sierra Leone, centres de lutte et de prévention des maladies, Atlanta (Géorgie), 2002.



8. En mai 2002, le Président a fixé comme première priorité l'élimination de la faim d'ici à 2007. Compte tenu de cet objectif national et sur la base du projet de document stratégique de lutte contre la pauvreté et de la stratégie nationale de redressement, l'équipe de pays de l'Organisation des Nations Unies a estimé que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement offrait un ensemble équilibré de mesures visant à aider ceux qui ont le plus souffert pendant le conflit, tout en s'intéressant aux problèmes de fond dans quatre domaines interdépendants et complémentaires: réduction de la pauvreté et réintégration; droits de l'homme et réconciliation; bonne gestion des affaires publiques, paix et sécurité; enfin redressement économique.
9. Le gouvernement donne la priorité aux mesures telles que l'appui communautaire, le rétablissement des moyens de subsistance et le redressement de l'économie et de l'infrastructure locales pour encourager le retour durable des PDI et des réfugiés et leur réintégration, parallèlement au vaste nombre de jeunes au chômage, dans leurs collectivités d'origine. Les initiatives communautaires de redressement et de réintégration font partie intégrante des efforts de lutte contre la pauvreté.

Coopération passée et enseignements tirés

10. Au cours des dix dernières années, l'assistance alimentaire que le PAM a fournie à la Sierra Leone a eu un caractère d'urgence. Dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) à l'échelon régional, une aide alimentaire de 29 359 tonnes est prévue en 2004 pour 275 000 bénéficiaires en Sierra Leone. L'IPSR comprend deux composantes. La composante secours —82 pour cent— comporte une intervention d'urgence sous forme de distribution de rations générales complètes, d'alimentation thérapeutique et complémentaire et de mesures de santé maternelle et infantile. La composante redressement —18 pour cent— se compose d'interventions de redressement par le biais de programmes de protection sociale tels que les repas scolaires d'urgence, les vivres pour la création d'actifs (VPCA), les vivres pour la formation (VPF) et l'alimentation collective pour les personnes sous-alimentées.
11. L'aide du PAM pour les interventions de santé maternelle et infantile en Sierra Leone, qui a commencé en 1995, a été jusqu'ici fournie dans le contexte de l'IPSR dans la région. Des activités ont été menées en réponse à des situations d'urgence à la demande du Ministère de la santé et de l'assainissement et d'organisations non gouvernementales (ONG). En mars 2003, une mission conjointe PAM/OMS/Ministère de la santé a confirmé qu'il serait possible de passer d'une approche curative à une approche préventive en intégrant l'aide alimentaire du PAM aux activités complémentaires financées par des donateurs, des organismes des Nations Unies, des ONG et des organismes communautaires afin d'améliorer les services de santé et de nutrition. Un projet pilote d'action rapide d'une durée de 18 mois a été mis au point pour démarrage début 2004.
12. L'appui du PAM au secteur de l'éducation a commencé en 1991 avec un projet de développement qui fournissait une aide alimentaire aux enfants des écoles primaires, et de certaines écoles secondaires avec hébergement dans les districts de Port Loko, Kenema et Moyamba. Pendant la guerre civile, cette aide a été fournie par le biais de la composante alimentation scolaire d'urgence des IPSR régionales. Une mission d'évaluation PAM/UNESCO qui a eu lieu en novembre 2002 a examiné le programme d'alimentation scolaire d'urgence et élaboré un nouveau projet pilote de développement pour la période suivante 2003–2005. Cette mission a constaté que les aspects qualitatifs de l'éducation tels que l'amélioration des infrastructures scolaires, la distribution de matériel pédagogique et la formation en cours d'emploi pour reclasser les enseignants sous-qualifiés avaient subi le contrecoup de la guerre. En conséquence, les objectifs et les stratégies d'application de



l'appui du PAM à l'éducation de base doivent être adaptés au rythme de la mise en œuvre du projet de redressement de l'éducation de base.

13. La composante vivres-contre-travail (VCT) de l'IPSR, qui a aussi commencé en 1991, a servi à donner un encouragement complémentaire aux collectivités rurales pour les amener à reconstruire l'infrastructure et à promouvoir l'accroissement de la production agricole. Avec l'intensification du conflit, le centre d'attention s'est déplacé vers ses conséquences. Cette composante a été divisée entre VCT, pour aider au redressement ou à la remise en état de l'infrastructure communautaire endommagée, et vivres pour l'agriculture, pour aider les rapatriés à reprendre la culture du riz; la FAO et des ONG ont fourni des semences de riz et des outils.
14. Les projets VPF aident 16 000 jeunes et femmes dans 72 institutions dans les districts de Bo, Kenema, Kailahun, Port Loko et Tonkolili en leur donnant une formation professionnelle et une activité génératrice de revenus dans la ferronnerie, la couture, la menuiserie, la maçonnerie, la teinture des tissus et la mécanique. Selon une auto-évaluation du PAM réalisée en août et septembre 2003, les activités VPF ont permis d'assurer une formation mais les femmes et les jeunes qui en ont bénéficié n'avaient aucune perspective de pouvoir durablement gagner leur vie. Les bénéficiaires sont lourdement tributaires de l'achat de matières premières et des compétences apportées par les ONG et de la fourniture de vivres par le PAM. Par ailleurs, ils sont mal informés et ne disposent pas de l'infrastructure de base, des réseaux d'appui et de l'accès au microcrédit qu'exigent des activités indépendantes.
15. Ces conclusions soulignent la nécessité pour le PAM d'obtenir la collaboration d'organismes qui offriront aux jeunes et aux groupes de femmes des fonds de démarrage, leur apprendront à diriger et leur donneront accès au microcrédit pour l'agriculture et les activités génératrices de revenus conformément à l'Engagement renforcé III en faveur des femmes. La participation active des institutions bilatérales et des grandes ONG est indispensable pour garantir la fourniture de produits non alimentaires et d'autres ressources complémentaires, au nombre desquelles figure la sensibilisation au VIH/SIDA. Ces ressources sont nécessaires pour une mise en œuvre efficace des activités menées avec l'aide du PAM et pour déplacer l'accent de l'aide alimentaire d'urgence aux activités de développement afin d'aider les PDI, les rapatriés, les femmes et les jeunes au chômage. Un effort de plaidoyer s'impose pour faire accepter l'idée que l'aide alimentaire serve à permettre aux personnes vulnérables de créer leurs propres actifs et à faire comprendre que les ménages et les sociétés ont intérêt à ce que les femmes soient bien nourries, éduquées et qualifiées, comme énoncé dans l'Engagement renforcé VII en faveur des femmes.

Orientation stratégique du programme de pays

16. Aux termes de la stratégie du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, la mission du PAM en Sierra Leone consiste à aider les personnes vulnérables à réduire la faim dont elles souffrent gravement, à reconstituer leur base d'actifs et à retrouver des moyens de subsistance durables afin d'éliminer la faim d'ici à 2007. Le présent programme de pays de transition (2005–2007) a été formulé par une mission d'évaluation multisectorielle FAO/OMS/Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en novembre 2003. Il vise à accroître les capacités des ménages pauvres qui souffrent de la faim, en particulier ceux qui sont dirigés par une femme et qui souffrent du VIH/SIDA, à couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels de façon durable et à résister aux chocs économiques; le programme traite également des déséquilibres entre les sexes et du VIH/SIDA. Cet objectif est conforme à la stratégie à deux volets adoptée par la FAO, le Fonds international de développement



agricole (FIDA) et le PAM pour lutter contre la faim et réduire la pauvreté, et qui associe des filets de protection sociale à des mesures visant à accroître la productivité et à favoriser l'emploi pour les groupes les plus pauvres.

17. Le passage des secours au redressement et au développement n'est pas encore terminé; aussi le programme de pays donnera-t-il la priorité à divers services et activités dans le domaine social pour favoriser la remise en état de l'infrastructure socioéconomique, la production alimentaire et agricole et la réintégration des jeunes ruraux au chômage. Il sera mis en œuvre parallèlement à l'IPSR pour la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest qui vise à fournir une aide alimentaire aux réfugiés et rapatriés libériens. Voici quels sont les résultats attendus de ce programme de pays:

- accès élargi à l'éducation de base et amélioration des taux concernant la fréquentation et la poursuite de la scolarité des enfants, en particulier des filles;
- amélioration de la nutrition et de la santé des groupes vulnérables, dont les personnes atteintes du SIDA; et
- amélioration de l'aptitude des ménages et des collectivités pauvres et souffrant d'insécurité alimentaire, à reconstituer, créer et préserver des actifs.

On trouvera un aperçu global des objectifs et des résultats de ce programme dans la matrice des résultats et des ressources à l'annexe II.

18. Pour atteindre ces objectifs, le PAM ciblera son action sur les domaines ci-après:

- appui à un accroissement des investissements des ménages dans l'éducation primaire et dans l'éducation des adultes;
- amélioration de la nutrition des femmes enceintes et des mères allaitantes ainsi que des enfants qui souffrent de grave malnutrition;
- accroissement des capacités des mères et des prestataires de soins dans les collectivités les plus touchées par l'insécurité alimentaire pour nourrir leurs enfants et s'en occuper;
- relèvement de l'appui nutritionnel aux personnes atteintes du VIH/SIDA; et
- accroissement de la capacité des ménages et des collectivités à rétablir, remettre en état, créer et entretenir des actifs qui leur assurent des moyens de subsistance sûrs et durables.

Pour cela, le PAM adoptera une démarche globale afin de garantir la démarginalisation des femmes et de rattacher l'apprentissage de la sensibilisation au VIH/SIDA à l'éducation primaire et à l'éducation des adultes, à la santé et à la nutrition maternelles et infantiles et aux activités de formation dans le domaine de la santé, enfin aux activités de création d'actifs et de rétablissement des moyens de subsistance.

19. Ce programme de pays sera mis en œuvre dans trois domaines principaux, dans lesquels les ressources alimentaires du PAM seront combinées à des ressources non alimentaires. Ces domaines sont les suivants: i) appui à l'éducation de base; ii) santé et nutrition maternelles et infantiles, y compris appui à la prévention, à l'atténuation et aux soins à donner aux personnes malades du VIH/SIDA; et iii) vivres pour le redressement et le développement. On trouvera à l'annexe I des précisions sur les bénéficiaires, les besoins alimentaires et le volume des rations.

20. Le programme de pays porte sur sept des huit objectifs du Millénaire pour le développement. L'accent est mis sur l'objectif 1 —réduire l'extrême pauvreté et la faim, 2 —assurer l'éducation primaire pour tous, 3 —promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 4 —réduire la mortalité infantile, 5 —améliorer la santé



maternelle. Le programme contribue également à la réalisation de l'objectif 6 — combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies et 7 – assurer un environnement durable. Le programme de pays est compatible avec les initiatives proposées dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et a été formulé en collaboration avec le Ministère du développement et de la planification économique et d'autres ministères. Un dialogue entre le gouvernement, les ONG et les partenaires de la communauté des donateurs a permis de définir le contenu des domaines du programme. Ce programme de pays correspond aux priorités du PAM à l'échelle de l'Organisation, telles que définies dans la politique visant à favoriser le développement et le Plan stratégique (2004–2007). La priorité stratégique 2 fait l'objet de l'activité vivres pour le redressement et le développement, la priorité stratégique 3 correspond aux activités liées à la santé et à la nutrition maternelles et infantiles et la priorité stratégique 4 correspond à l'appui pour l'éducation de base. Le programme de pays tient également compte des Engagements renforcés en faveur des femmes comme intéressant ses activités de base, en particulier l'engagement I sur la nutrition, l'engagement II sur l'éducation et l'engagement III sur la création d'actifs.

21. Le ciblage des activités du programme de pays se fait à partir de l'ACV du PAM datant de juin 2003⁷ et de l'évaluation de la vulnérabilité des tribus⁸ réalisée entre juin et septembre 2002 par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire ainsi que par la FAO. L'aide alimentaire du PAM bénéficiera chaque année à 302 000 personnes souffrant d'insécurité alimentaire, dont 60 pour cent sont des femmes, dans les districts de Kambia, Koinadugu, Tonkolili, Kailahun et Bonthe (voir carte à l'annexe IV). Dans ces districts, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont particulièrement aiguës. Les ressources locales limitées ont subi le contrecoup de la dévastation de l'infrastructure socioéconomique et des actifs des ménages, ainsi que du nombre conséquent de réfugiés, de PDI et de rapatriés. L'assistance du PAM pourrait être élargie aux districts de Kenema et de Pujehun dans le prochain programme de pays à mesure que les activités seront progressivement suspendues dans les districts énumérés plus haut.
22. Ces deux enquêtes ont confirmé que le poids de la pauvreté pèse de façon disproportionnée sur les femmes et les jeunes. Les groupes ciblés de bénéficiaires dans ces districts sont les adolescents, les femmes enceintes et les mères allaitantes, les enfants souffrant de malnutrition, les personnes malades du SIDA, les ménages dirigés par une femme, les jeunes au chômage et analphabètes et les écoliers. Ces trois activités complémentaires aideront la population ciblée et lui permettront dans des délais aussi brefs que possibles de ne plus avoir besoin d'une aide alimentaire.

Activité fondamentale 1: Appui à l'éducation de base

23. Les enjeux nationaux de l'éducation et de la politique à l'égard des jeunes consisteront à garantir l'existence de ressources telles que des bâtiments scolaires, des enseignants qualifiés, du matériel pédagogique, de l'équipement et du mobilier, tout en améliorant la fréquentation et la poursuite de la scolarité des filles dans les écoles primaires et au-delà. Un autre enjeu consistera à réduire le nombre de jeunes qui n'ont pas été scolarisés en raison de la guerre, en leur donnant une éducation et une formation de base pour leur garantir des moyens de subsistance durables. L'appui à l'éducation de base aura un double

⁷ Enquête sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la nutrition dans les zones rurales et profils de la sécurité alimentaire des ménages, ACV/PAM, juin 2003.

⁸ Évaluation de la vulnérabilité des tribus au Sierra Leone, FAO, 2002.



objectif: i) faciliter l'accès à l'enseignement primaire, en particulier pour les filles dans les classes avancées, en leur distribuant des rations alimentaires à emporter, et stabiliser la fréquentation dans les districts où l'infrastructure a été endommagée, en particulier dans les districts de Kailahun, Kambia, Koinadugu et Tonkolili; et ii) assurer une éducation de base non traditionnelle aux enfants non scolarisés et qui ont dépassé l'âge de la scolarisation. Ces deux objectifs seront poursuivis en coordination avec le projet de redressement de l'éducation de base (voir paragraphe 12).

24. L'appui à l'éducation de base concernera 161 500 élèves par an dans les écoles d'État primaires et les écoles complémentaires d'éducation primaire accélérée, auxquels s'ajouteront 33 250 enfants non scolarisés et qui ont dépassé l'âge de la scolarisation qui recevront une éducation de base non traditionnelle. En outre, 23 750 filles des classes correspondant à la 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années d'études auront chaque mois des rations à emporter, sous réserve d'une fréquentation de 80 pour cent, pour les encourager à ne pas abandonner l'enseignement primaire. Un programme scolaire de déparasitage sera poursuivi en collaboration avec l'UNICEF. L'appui à l'éducation de base aidera les enfants inscrits dans des écoles primaires non traditionnelles et des écoles professionnelles à poursuivre leur formation jusqu'au bout et à acquérir des compétences en leur fournissant une aide alimentaire en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, des ONG et des organisations communautaires; cet appui garantira également que les partenaires mèneront des programmes de prévention du VIH/SIDA dans les écoles qui bénéficient de l'appui du PAM, dans les collectivités et dans les zones retenues pour les activités VPF. L'aide alimentaire du PAM contribuera à désamorcer ce qui a officiellement été qualifié de "bombe à retardement", à savoir le nombre considérable de jeunes analphabètes au chômage.
25. Le programme de pays porte sur seulement deux des districts ciblés par le projet pilote d'alimentation scolaire —Kambia et Tonkolili. L'ACV du PAM et l'évaluation de la vulnérabilité des tribus ont montré que quatre autres districts —Bo, Kenema, Kono et Port-Loko— avaient une insécurité alimentaire faible à modérée. Cela s'explique par le fait que le programme de pays accorde plus de poids à la vulnérabilité qu'à l'accessibilité pour la livraison de vivres, qui était l'une des principales considérations dans le ciblage du projet pilote. Ce projet pilote prendra fin en août 2005 et sera reconduit par le programme de pays. L'appui à l'éducation de base sera réévalué au début de l'année 2005 et remanié pour y intégrer l'expérience acquise dans le cadre du projet pilote.

Activité fondamentale 2: santé et nutrition maternelles et infantiles intégrées

26. Cette activité s'insèrera dans un programme global visant à réduire la mortalité liée à la malnutrition des mères et des enfants en bas âge. Les mesures envisagées contribueront à renforcer les moyens d'assurer des services nutritionnels à l'échelon du district et des programmes d'éducation en matière de santé et de nutrition à l'échelon des dispensaires et de la collectivité. L'aide alimentaire du PAM sera complétée par d'autres activités du Ministère de la santé agissant en partenariat avec le PAM, l'UNICEF et des ONG, et avec l'appui technique de l'OMS. Dans les districts de Bonthe, Koinadugu et Tonkolili, où le manque d'accès à des aliments nutritifs est l'une des causes principales de la malnutrition, toutes les femmes enceintes (à partir du deuxième trimestre de grossesse) et les mères allaitantes qui ont des enfants de moins de 2 ans seront ciblées par un programme d'alimentation complémentaire assorti d'opérations de déparasitage menées en collaboration avec l'OMS pour réduire la malnutrition, conformément à l'Engagement I en faveur des femmes. Le PAM continuera à financer la distribution d'aliments complémentaires aux enfants qui souffrent de malnutrition dans d'autres districts, mais



réduira progressivement la distribution de rations complémentaires par les dispensaires au profit de programmes nutritionnels communautaires financés par des institutions des Nations Unies et des ONG internationales.

27. On estime à 77 520 le nombre annuel de bénéficiaires du programme, dont 13 680 femmes enceintes et 41 040 mères allaitantes⁹, et 22 800 enfants qui souffrent de malnutrition modérée. La distribution d'un mélange d'aliments enrichis fera partie d'une campagne intégrée de soins prénatals et de soins pour les enfants de moins de 5 ans. Dans les trois districts, les partenaires mettront leurs ressources en commun pour renforcer les capacités et améliorer l'éducation en matière de santé et de nutrition, y compris l'information sur le VIH/SIDA. Les bénéficiaires seront aussi encouragés à tirer parti des services de conseil et de dépistage du VIH/SIDA qui seront mis en place par le gouvernement dans les dispensaires régionaux. Les femmes seront invitées à participer, s'ils sont disponibles, aux programmes de prévention de la transmission mère-enfant. Les vivres du PAM encourageront les bénéficiaires à utiliser les services qui leur sont offerts et à avoir recours à la formation. L'alimentation complémentaire des enfants âgés de 2 à 5 ans qui souffrent de malnutrition aiguë sera intégrée au programme par le biais de services de proximité renforcés pour les enfants de moins de 5 ans assurés par les centres de santé maternelle et infantile et de programmes de promotion de la croissance axés sur la communauté et financés par des ONG. Ce projet pilote prendra fin en juin 2005 et sera reconduit par le programme de pays. Les activités en matière de santé et de nutrition maternelles et infantiles seront réévaluées au début de l'année 2005 et adaptées pour y intégrer les enseignements tirés du projet pilote.
28. À côté des activités dans le domaine de la santé et de la nutrition maternelles et infantiles, le bureau de pays veillera aux besoins nutritionnels des personnes atteintes du SIDA: 4 pour cent des ressources alimentaires prévues pour le programme de pays, soit 1 348 tonnes de produits, seront distribuées aux personnes atteintes du SIDA dans les cinq districts cibles; la ration quotidienne contiendra 2 100 kilocalories. Cet appui nutritionnel bénéficiera chaque année à environ 2 200 personnes atteintes du SIDA. La sélection des bénéficiaires, qui sera effectuée en collaboration avec le gouvernement, se fera à partir de la localisation établie des malades ou en ayant recours à des indicateurs supplétifs tels que les cas recensés de tuberculose. Le bureau de pays s'emploiera avec la Banque mondiale à mener des activités d'information sur le VIH/SIDA. Avec l'accroissement escompté du nombre d'ONG et leur plus grande aptitude à s'intéresser aux questions liées au VIH/SIDA, les possibilités d'une collaboration pour de nouvelles activités sur le VIH/SIDA, comme par exemple la consultation et le dépistage volontaires, pourraient être étudiées.

Activité fondamentale 3: vivres pour le redressement et le développement

29. Ces activités seront menées dans les districts de Kailahun, Kambia, Koinadugu et Tonkolili, qui ont été les plus dévastés par la guerre civile. Les niveaux d'insécurité alimentaire y sont très élevés et ils comptent le plus grand nombre de rapatriés et de jeunes au chômage. Les activités cibleront 4 900 familles vulnérables et 24 500 bénéficiaires par an au moyen de VPCA; 3 030 autres bénéficiaires feront l'objet de projets d'alphabétisation des adultes. Ces deux composantes comporteront des activités d'information sur le

⁹ Ce chiffre se fonde sur le pourcentage estimatif de femmes aux deuxième et troisième trimestres de leur grossesse et le nombre de mères allaitantes qui ont des enfants de moins de 2 ans dans chaque district. Ces chiffres ont été calculés comme suit: bénéficiaires enceintes: $\frac{2}{3} \times 5,1$ pour cent (prévalence estimative) = 3,4 pour cent de la population. Nombre maximal de mères allaitantes qui ont des enfants de moins de 2 ans: $4 \times 3,4$ pour cent = 13,6 pour cent. En raison de l'introduction graduelle et du retrait progressif de ces mesures, le nombre estimatif de cas sera égal à $3 \times 3,4$ pour cent = 10,2 pour cent.



VIH/SIDA et de sensibilisation. Pendant tout ce processus, on veillera tout particulièrement à garantir la représentation et la participation des femmes à la prise de décisions afin qu'il soit tenu compte de leurs besoins dans la création d'actifs à leur intention.

30. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec le FIDA au titre du projet communautaire de réhabilitation et de réduction de la pauvreté que ce dernier finance à hauteur de 13,8 millions de dollars pour la période 2005–2009. Ce projet prévoit une coopération explicite avec le PAM pour les activités VPCA et VPF. Il vise à apporter une réponse intégrée à la remise en état des services essentiels et au rétablissement de la capacité de production de base aux niveaux d'avant la guerre dans les districts de Bo, Kailahun, Kono et Tonkolili. Ses composantes sont les suivantes: i) organisation de cours d'alphabétisation pour adultes à l'intention de 20 000 femmes et de jeunes dans les régions rurales; ii) renforcement des capacités pour les animateurs et les groupes communautaires; iii) remise en état des routes de desserte; iv) mise en place des infrastructures communautaires; et v) remise en état et agrandissement des petits périmètres d'irrigation.
31. L'aide alimentaire du PAM sera combinée parallèlement à des apports non alimentaires et à la mobilisation des communautés, l'appui technique et la surveillance assurés au titre du projet communautaire de réhabilitation et de réduction de la pauvreté du FIDA. Des activités VPCA sont envisagées à l'appui de la remise en état des cultures arboricoles avec le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire, l'Organisation internationale de perspective mondiale (WVI) et la FAO. La réparation et l'entretien des routes de desserte sont envisagés avec l'administration des routes de la Sierra Leone, la Commission européenne et le PNUD dans les districts de Bonthe, Kailahun, Kambia et Koinadugu, au titre de projets qui attendent d'être approuvés. Ce volet de l'activité comportera également une collaboration avec le Consortium pour le redressement et le développement, qui rassemble Africare, la Coopérative pour l'aide au monde entier (CARE), les services de secours catholique et WVI, qui propose un programme triennal d'assistance à la transition à partir de 2004 pour appuyer le redressement après la guerre en s'employant à rétablir les moyens d'existence et à améliorer la santé et la nutrition des ménages ruraux dans 31 tribus de Bonthe, Tonkolili, Kono, Koinadugu et Kailahun.
32. Il est probable que le redressement national aura progressé à la fin du programme de pays; le rôle de l'aide alimentaire dans la mise en place d'un environnement favorable à la reconstitution des actifs des ménages et le rétablissement des moyens de subsistance de la population rurale perdrait alors de leur importance. L'aide alimentaire du PAM pourrait alors s'orienter vers la mise en place de filets de protection sociale, les activités de redressement et de production alimentaire étant alors laissées aux donateurs, aux institutions spécialisées des Nations Unies et aux institutions financières internationales.

Stratégie de mise en œuvre

33. Les moyens d'exécution du gouvernement sont extrêmement limités: les ministères ont souffert de la guerre, leurs effectifs ont été décimés, leurs installations et leurs capacités logistiques en grande partie détruites, et les crédits pour les dépenses ordinaires sensiblement réduits. Le gouvernement procède actuellement à une compression des effectifs de l'administration publique et à une décentralisation des opérations au niveau des districts, des tribus et des villages, avec l'appui de donateurs et l'assistance technique du PNUD. Les ONG et les organisations communautaires joueront par conséquent un rôle prépondérant dans l'exécution des activités liées au programme de pays pendant la période transitoire, et probablement pendant encore un certain temps.



34. Le PAM s'emploiera à développer des partenariats avec le Consortium pour le redressement et le développement dans le cadre de programmes d'amélioration de la santé et de rétablissement des moyens de subsistance. À la date de l'établissement du présent rapport, toutes les autres ONG internationales assuraient encore des secours d'urgence et n'étaient pas en mesure de prévoir quels seraient leurs moyens de financement et leurs activités au-delà de juin 2004. Le PAM continuera à rechercher des partenariats avec les autres organisations qui ont la capacité requise et qui sont présentes dans les zones sur lesquelles porte le programme de pays.
35. Le programme de pays sera mis en œuvre en appliquant une méthode participative, l'accent étant mis sur la gestion et l'évaluation des activités par les communautés, comme c'est le cas dans les projets en cours. Des vivres pour le redressement et le développement seront fournis à partir des demandes formulées par les communautés et des interventions identifiées. Un appui à l'éducation de base ne sera fourni que dans les écoles où les associations parents-enseignants s'engagent à participer à sa mise en œuvre. Une place de premier plan sera accordée aux activités de nutrition communautaires pour faire face au problème de la malnutrition chronique des enfants. Les partenaires qui assurent une formation à la participation communautaire aux femmes qui s'occupent de distribuer des vivres et qui font partie des comités de création d'actifs seront répertoriés dans toutes ces activités.
36. Un comité directeur du programme de pays sera institué sous la présidence du Ministère du développement et de la planification et se composera de représentants des ministères de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, des autorités locales, de la Commission nationale pour l'action sociale de l'administration des routes de la Sierra Leone, du PAM et des partenaires d'exécution; les donateurs y seront également conviés. Ce comité se réunira tous les six mois pour décider de la politique d'ensemble, coordonner la mobilisation des ressources internes et externes et recommander l'intégration du programme de pays dans le cadre national de développement. Un plan d'action pour le programme de pays sera signé entre le PAM et le Ministère du développement et de la planification économique; des plans de travail annuels seront signés avec les ministères chargés de la mise en œuvre de ces activités.
37. À l'échelon du projet, des réunions d'évaluation auront lieu tous les trimestres dans le cadre de la procédure d'administration, avec la participation du PAM et des ministères chargés de l'exécution, la présidence étant assurée à tour de rôle par un ministre ou son représentant et le représentant du PAM; les donateurs seront également invités à y participer. Ces réunions feront le point des progrès enregistrés et régleront les questions de principe qui s'y rattachent ou en discuteront.
38. À l'échelon des districts, chaque ministère participant désignera un responsable de district qui sera chargé de la gestion du projet, y compris du suivi et de l'établissement de rapports. Les contrôleurs de l'aide alimentaire du PAM fourniront également une formation sur place au personnel de contrepartie du gouvernement. Des réunions auront régulièrement lieu entre les responsables de district et le personnel de terrain du PAM.
39. Le bureau de pays du PAM fournira des spécialistes expérimentés dans le domaine de la santé publique, de la nutrition, de l'éducation et du développement rural pour collaborer avec les ministères techniques à la planification, à la coordination et au suivi des activités. Le personnel de contrepartie sera formé aux méthodes de suivi et d'établissement de rapports; une formation complémentaire dans des domaines intersectoriels tels que l'égalité entre les sexes et l'impact du VIH/SIDA sur le développement sera donnée au personnel du PAM et à ses partenaires. Le programme de pays fonctionnera par le biais des comités décentralisés VIH/SIDA constitués à l'échelon des districts et des tribus.



Gestion, suivi et évaluation du programme

40. Pendant les étapes de l'examen et de l'approbation de ce programme de pays, des consultations ont eu lieu avec les ministères, le secrétariat national VIH/SIDA, les organismes des Nations Unies et des ONG afin de classer par ordre de priorité les activités et les domaines d'application. Conformément à la directive de politique générale WFP/EB.A/2002/5-C, un système de suivi et d'évaluation axé sur les résultats sera mis au point pour permettre au bureau du PAM en Sierra Leone de s'acquitter de son mandat et de ses engagements en matière de gestion, de mesure des résultats, de responsabilité, d'apprentissage et de plaidoyer.
41. Le passage des secours au développement a des incidences sur les opérations, l'organisation et les ressources humaines pour le bureau du PAM en Sierra Leone: les activités vivres pour le redressement et le développement nécessitent en effet plus d'apports de programmation que l'aide alimentaire d'urgence. Le lancement du programme de pays sera par conséquent précédé d'une formation du personnel quant à ses objectifs, ses répercussions sociales et ses modalités de mise en œuvre afin de permettre au personnel du PAM de collaborer avec les intervenants tels que les communautés bénéficiaires, les partenaires d'exécution, les organisations communautaires, les chefs de tribus, les homologues et les administrateurs locaux.
42. Le bureau de pays nécessitera donc un renforcement du personnel d'encadrement et du personnel d'appui et aura recours aux services du programme des volontaires des Nations Unies et à celui des administrateurs auxiliaires. En vue d'une mise en œuvre efficace des programmes, il faudra organiser une formation au système de suivi et d'évaluation axé sur les résultats, aux directives environnementales du PAM et aux moyens de subsistance durables, à l'analyse des cadres logiques, aux méthodes participatives faisant place aux femmes, aux méthodes administratives et financières, aux applications et aux procédures des systèmes et à une gestion de base des situations d'urgence.
43. En évoluant vers un suivi axé sur les résultats, le PAM s'intéressera à la réalisation des objectifs du programme de pays, des avantages et des résultats escomptés. Des indicateurs réalistes et correspondant à des périodes précises ont été mis au point à différents niveaux pour chaque activité du cadre logique afin de rendre compte des progrès accomplis. Les homologues et les communautés seront appelés à rendre compte de certains indicateurs.
44. Afin de mettre en place un cadre commun pour fixer les priorités et les résultats à atteindre, des enquêtes de référence conjointes sur la nutrition, l'éducation et les moyens de subsistance dans les zones rurales et les infrastructures seront réalisées par le PAM avec l'aide des ministères du gouvernement, des organismes des Nations Unies et des ONG.
45. Les indicateurs de sécurité alimentaire recueillis par le biais des systèmes d'information du PAM/FAO et du gouvernement serviront, pour l'ensemble du programme de pays, à décider à quel moment la mise en œuvre devra porter sur un nouveau domaine et à quel moment elle devra être suspendue dans un domaine déjà abordé. Des indicateurs spécifiques à une activité, comme par exemple le taux de fréquentation dans l'éducation, serviront de stratégies de retrait.
46. Des efforts seront faits pour associer davantage les ONG à l'identification, la mise en œuvre, le suivi et le contrôle des activités. Les ONG fourniront un appui technique et une formation d'importance dans les activités vivres pour le redressement et le développement et santé et nutrition maternelles et infantiles afin d'en garantir le succès. Des partenariats seront noués avec des ONG nationales dans les domaines du plaidoyer, du suivi local de la reconstitution des actifs et des activités santé et éducation à l'appui du suivi axé sur les résultats.



47. L'évaluation des activités à mi-parcours se fera en 2006, en collaboration avec les partenaires et le bureau régional du PAM et aura pour objet d'évaluer dans quelle mesure le programme de pays parvient à atteindre les résultats recherchés. Une étude de suivi des données de référence des Engagements renforcés en faveur des femmes de 2004 sera réalisée en 2006 pour déterminer les résultats obtenus à cet égard.
48. Les représentants des donateurs seront encouragés à participer aux analyses annuelles; des visites seront organisées pour leur montrer les activités menées dans le cadre du programme de pays.



ANNEXE I.A

RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ ET ATTRIBUTION DE VIVRES				
Activité du programme de pays	Quantité totale de produits (tonnes)	Distribution par activité (%)¹	Nombre de bénéficiaires hommes/femmes/total (moyenne annuelle)	% de femmes bénéficiaires
Activité 1: Éducation de base	22 218	64	194 750	50
Activité 2: a) Santé et nutrition maternelles et infantiles intégrées b) Personnes atteintes du SIDA	5 953 1 348	22	77 520 2 200	
Total partiel	7 301		79 720	70
Activité 3: Vivres pour le redressement et le développement ²	4 999	14	27 530	60
Total	34 518	100	302 000	

¹ Produits attribués à chaque activité en pourcentage du total des produits.

² Dont 73 500 et 9 090 bénéficiaires des programmes VPCA et des programmes d'alphabétisation pour adultes (la composante VPCA a pour base une ration familiale équivalant à 5 rations individuelles).



ANNEXE I.B

TYPE DE PRODUITS ET TAILLE DES RATIONS			
Activité du programme de pays	Type de produits alimentaires (nom)	Taille de la ration individuelle par personne et par jour (g)	Valeur nutritionnelle (kcal, pour cent de kcal protéique)
Activité 1			
Activité 1a: alimentation scolaire	céréales	100	630
	légumineuses	30	
	huile végétale	20	
	sel	5	
Activité 1b: incitations scolaires pour les filles	légumineuses	2 500*	875
Activité 1c: enseignement non traditionnel (professionnel)	céréales	200	1 122
	légumineuses	60	
	huile végétale	25	
Activité 2			
Activité 2a: femmes enceintes	aliments composés	150	750
	huile végétale	15	
	sucre	12	
Activité 2b: mères allaitantes et enfants de moins de 2 ans	aliments composés	150	750
	huile végétale	15	
	sucre	12	
Activité 2c: alimentation complémentaire pour les enfants de moins de 5 ans	aliments composés	250	1 250
	huile végétale	25	
	sucre	20	
Activité 2d: personnes atteintes du VIH/SIDA	céréales	450	2 100
	huile végétale	30	
	légumineuses	50	
	aliments composés	25	
	sel	5	
Activité 3			
Activité 3a: VPCA	céréales	2 000	12 708
	légumineuses	400	
	huile végétale	125	
Activité 3b: alphabétisation des adultes	céréales	200	1 122
	légumineuses	60	
	huile végétale	25	

*par mois.



ANNEXE II

MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS POUR LA SIERRA LEONE 10333.0 (2005–2007)			
Hierarchie des résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques	Ressources nécessaires
<p>Objectif au niveau national:</p> <p>Réduction substantielle des niveaux de pauvreté en Sierra Leone, grâce à des mesures visant à éliminer la faim d'ici à 2007 et à accroître les capacités et les possibilités pour tous les Sierra-léoniens.</p>	<p>Indicateurs d'impact à l'échelon national</p> <p>Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (1 dollar par jour).</p> <p>Niveau des revenus agricoles.</p>		
<p>Résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement</p> <p>1. Accès accru à l'emploi et à des activités génératrices de revenus pour les pauvres.</p> <p>2. Renforcement de la capacité et des systèmes pour le suivi de la pauvreté.</p> <p>3. Accès accru à des services sociaux de qualité, dont l'hébergement</p>	<p>Indicateurs de résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement</p> <p>1. Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (1 dollar par jour).</p> <p>2. Publication annuelle de données sur la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement.</p> <p>3.1. Taux de prévalence du VIH dans l'ensemble du pays.</p> <p>3.2. Taux d'information sur le VIH/SIDA (pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant des connaissances suffisantes sur la transmission du VIH/SIDA).</p> <p>3.3. Taux de prévalence de la tuberculose.</p> <p>3.4. Taux de mortalité maternelle.</p> <p>3.5. Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.</p> <p>3.6. Taux de mortalité infantile.</p> <p>3.7. Couverture vaccinale complète.</p>		



MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS POUR LA SIERRA LEONE 10333.0 (2005–2007)			
		<p>3.8. Couverture vaccinale à l'anatoxine tétanique.</p> <p>3.9. Carence en vitamine A, iode et anémie.</p> <p>3.10. Taux d'inscription dans les écoles primaires (brut et net).</p> <p>3.11. Pourcentage de personnes ayant accès à l'eau potable et à l'assainissement.</p> <p>3.12. Nombre de PD/rapatriés privés de logement et de réfugiés dans des camps ayant besoin d'être réintégrés localement.</p> <p>3.13. Taux d'alphabetisation des adultes.</p>	
<p>4. Accroissement de la production alimentaire, de la sécurité alimentaire des ménages et des revenus des exploitations agricoles.</p>		<p>4.1. Pourcentage de la population rurale disposant d'au moins 90 pour cent des besoins journaliers en kilocalories.</p> <p>4.2. Production annuelle de riz (en tonnes).</p> <p>4.4. Kilométrage de routes de desserte en service (kilométrage cumulé de routes de desserte remises en état).</p> <p>4.5. Nombre de marchés et de sites d'entreposage en état de fonctionner.</p>	



MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS POUR LA SIERRA LEONE 10333.0 (2005–2007)				
Résultats du programme de pays du PAM	Indicateurs de résultats du programme de pays du PAM	Hypothèses et risques	Ressources nécessaires	
1. Amélioration de l'accès à l'éducation primaire et des taux concernant la fréquentation et la poursuite de la scolarité des enfants, en particulier des filles.	1.1. Relèvement du taux d'inscription dans les écoles ciblées, par sexe. 1.2. Relèvement du taux de fréquentation des écoles ciblées, par sexe. 1.3. Relèvement du taux relatif à la poursuite des études, par école et par sexe.	Le gouvernement et le PAM ont un cadre de gestion du programme de pays qui facilite l'intégration des activités et des efforts connexes de développement national. Le gouvernement et les partenaires sont en mesure de fournir des ressources complémentaires qui accompagnent les vivres fournis par le PAM. Les stratégies et les priorités d'éducation à l'échelle nationale sont maintenues.	Appui à l'activité axée sur l'éducation de base: Résultat 1 - 12 970 318 dollars*	
2. Amélioration de la nutrition et de l'état de santé des groupes vulnérables, dont les personnes malades du SIDA	2.1. Réduction des taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes (voir l'évaluation de référence). 2.2. Amélioration de l'information, des connaissances et des savoirs dans les domaines de la santé et de la nutrition, du VIH/SIDA et de création de revenus par les prestataires de services et de soins et les bénéficiaires.	L'engagement du gouvernement de réduire la malnutrition et les taux de VIH/SIDA demeure une priorité nationale.	Activité santé et nutrition maternelles et infantiles et personnes atteintes du SIDA: Résultat 2 - 4 625 996 dollars	
3. Amélioration de la capacité des ménages pauvres souffrant d'insécurité alimentaire de remettre en état, de créer et de préserver des actifs, et amélioration de l'accès des ménages pauvres à la formation et à l'alphabétisation, en particulier des femmes	3.1. Relèvement des taux d'inscription, de fréquentation et d'obtention de diplômes, en particulier des femmes, dans les établissements offrant des stages de formation, par rapport aux données de référence.	Les politiques du gouvernement et la réglementation encouragent l'activité économique. Les ménages, les collectivités et les prestataires de services appliqueront les connaissances et les compétences qu'ils ont acquises pour poursuivre cette activité.	Activité vivres pour le redressement et le développement: Résultat 3 - 3 012 029 dollars*	



MATRICE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS POUR LA SIERRA LEONE 10333.0 (2005–2007)				
Principaux produits	Indicateurs de produits	Hypothèses et risques	Ressources nécessaires	
1.1. 161 500 élèves d'écoles primaires publiques et de CREPS et 33 250 enfants ayant quitté l'école et ayant dépassé l'âge de la scolarité qui participaient à des programmes d'éducation de base non traditionnels ont reçu chaque année des repas scolaires quotidiens.	1.1.1. Nombre de bénéficiaires par sexe. 1.1.2. Quantité et qualité des vivres distribués. 1.1.3. Délai de livraison des vivres. 1.1.4. Quantité et nature des articles non alimentaires fournis.	L'accès direct aux vivres distribués est amélioré. Certains partenaires d'exécution s'acquittent efficacement des tâches attribuées. Disponibilité de fonctionnaires gouvernementaux qualifiés pour la mise en œuvre du projet.	Plan de suivi et budget détaillé à établir par le bureau de pays.	
1.2. 23 750 filles par an des classes correspondant aux 4ème, 5ème et 6ème années d'études ont reçu des rations mensuelles à emporter.	1.2.1. Nombre de filles recevant des rations à emporter. 1.2.2. Quantité et qualité des vivres distribués. 1.2.3. Délai de livraison des vivres.	Les collectivités sont en mesure d'assumer leurs responsabilités par rapport aux exigences des opérations d'alimentation scolaire.		
2.1. 77 520 bénéficiaires ciblés reçoivent chaque année des vivres au titre du programme de santé maternelle et infantile.	2.1.1. Nombre de bénéficiaires, par catégorie et par sexe. 2.1.2. Quantité de vivres distribués, par catégorie. 2.1.3. Quantité d'articles non alimentaires distribués, par catégorie.			
2.2. 2 200 bénéficiaires ciblés parmi les personnes malades du SIDA ont reçu chaque année des rations alimentaires.	2.2.1. Nombre de malades du SIDA recevant des rations alimentaires.			
3.1. 4 900 personnes reçoivent chaque année des rations familiales au titre de VPCA.	3.1.1. Nombre de bénéficiaires, par sexe. 3.1.2. Quantité et qualité des vivres distribués 3.1.3.. Délai de livraison des vivres.			
3.2. 3 030 personnes reçoivent chaque année des rations individuelles au titre de VPF.				

* Coûts opérationnels directs de base.



ANNEXE III

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR LE PROGRAMME DE PAYS SIERRA LEONE 10333.0 (2005–2007) Activités fondamentales				
	Activité I	Activité II	Activité III	Total
Produits alimentaires (tonnes)	22 218	7 301	4 999	34 518
Produits alimentaires (valeur)	6 823 206	2 663 093	1 410 526	10 896 825
Transport extérieur	2 993 265	901 465	743 420	4 638 150
TTEM (total)	2 630 647	757 738	600 976	3 989 361
TTEM (coût par tonne)	118.40	103.78	51.43	
Autres COD	523 200	303 700	257 107	1 084 007
Total COD	12 970 318	4 625 996	3 012 029	20 608 343
CAD ¹				2 276 246
CAI ²				1 601 921
Coût total pour le PAM				24 486 510
Contribution du gouvernement				900 000

¹ Le montant du CAD est un chiffre indicatif donné pour information. Le montant annuel du CAD pour un programme de pays est révisé chaque année après une évaluation des besoins et des ressources disponibles.

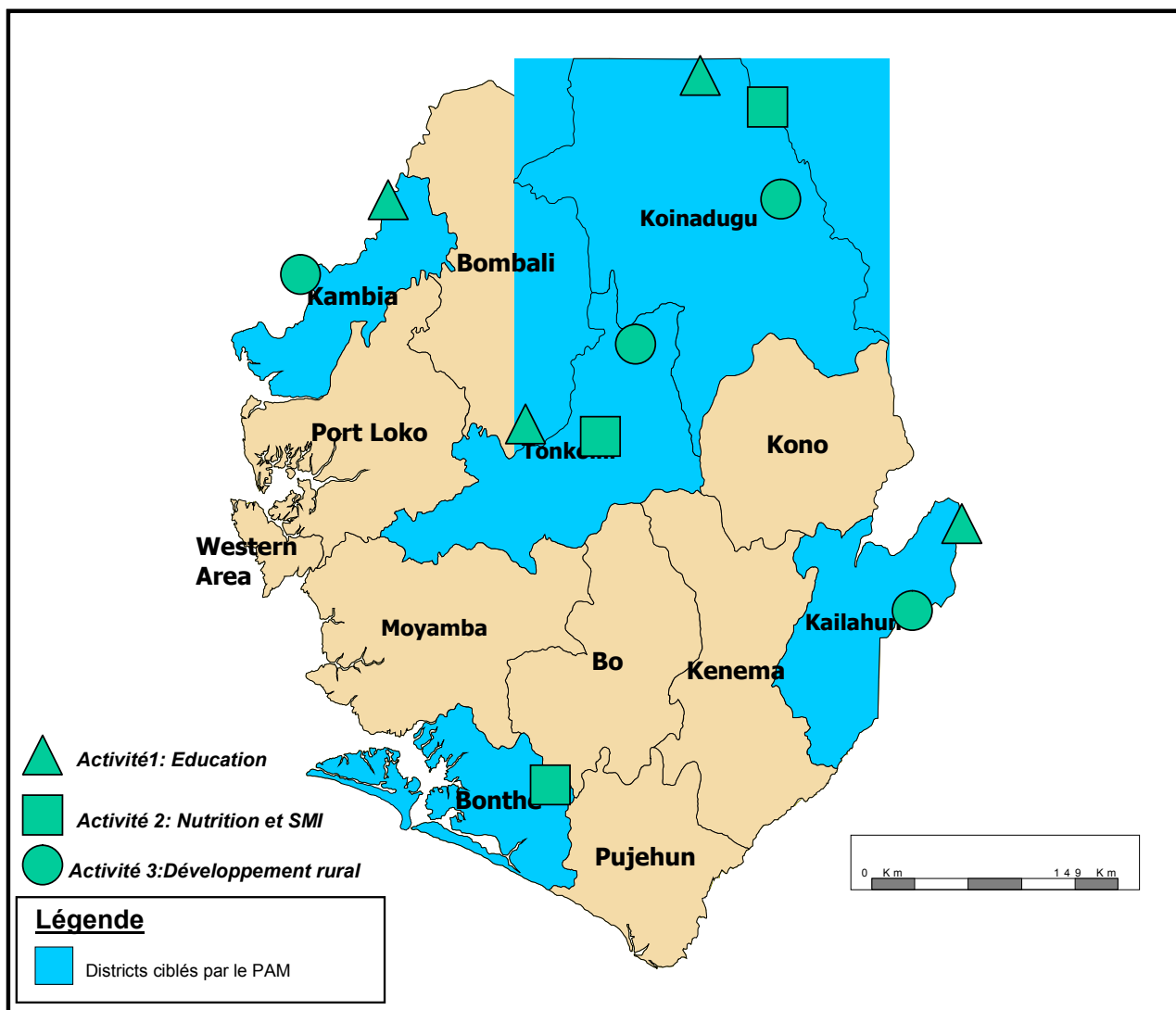
² Le montant du CAI peut être modifié par le Conseil d'administration pendant la période sur laquelle porte le programme de pays.



ANNEXE IV



PROGRAMME DE PAYS SIERRA LEONE 10333.0 (2005-2007)



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
BAD	Banque africaine de développement
CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier
CREPS	Écoles complémentaires d'éducation primaire accélérée
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
VCT	Vivres-contre-travail
VPCA	Vivres pour la création d'actifs
VPF	Vivres pour la formation
WVI	Organisation internationale de perspective mondiale

